

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4850 - Lundi 14 Avril 2025 - Prix : 200 Fc

BANQUE CENTRALE DES COMORES

La BCC lance des paiements modernisés en juin



ENGAGEMENT HUMANITAIRE :

**Le Croissant-Rouge comorien
et la Croix-Rouge française, 25 ans déjà**

LIRE PAGE 2

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

15 Chawal 1446

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Mars 2025**

Lever du soleil:

06h 12mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 59mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 08mn

Incha: 19h 22mn



ENGAGEMENT HUMANITAIRE :

Le Croissant-Rouge comorien et la Croix-Rouge française, 25 ans déjà

Pour célébrer les 25 ans de coopération, le Croissant-rouge Comorien (CRC) et de la Croix-Rouge Française (CRF) se sont réunis dans un atelier stratégique à Itsandra. Cet événement marque un quart de siècle de coopération entre les deux institutions. Une occasion de dresser le bilan, identifier les défis et renforcer les liens pour les années à venir.

Réunis à l'hôtel Itsandra ce mercredi 9 avril, les représentants du Croissant-rouge Comorien (CRC) et de la Croix-Rouge Française (CRF) ont célébré les 25 ans d'un partenariat solide, fondé sur la solidarité, la réactivité en période de crise, et un engagement constant auprès des populations vulnérables. L'événement a pris la forme d'un atelier d'échange et de planification, prévu sur deux jours, avec la participation d'acteurs clés des deux organisations, notam-

ment le président du CRC, Ali Hassani Soilihi, et la cheffe de délégation de la CRF, Lailati Aboubacari. Cette rencontre marque une étape importante dans cette coopération, initiée en 2000. Un moment de bilan, mais surtout une réflexion tournée vers l'avenir.

Dans son discours d'ouverture, Ali Hassani Soilihi a insisté sur la nécessité de renforcer l'organisation interne pour répondre plus efficacement aux besoins humanitaires du pays. « Les besoins exprimés sont nombreux, mais ils doivent être hiérarchisés. Chaque partenaire doit s'inscrire dans une démarche réaliste, avec des objectifs définis dans le temps et un cadre d'évaluation », a-t-il déclaré. Pour lui, cette réunion n'est pas seulement une célébration, mais aussi un moment stratégique pour « identifier les avancées et les défis à relever dans les mois à venir, surtout en cas de situation urgente ». De nombreux projets ont vu le

jour grâce à ce partenariat : l'appui en période de catastrophes naturelles, la réponse aux épidémies, les actions de sensibilisation, le programmes de santé communautaire... Un engagement que le président du CRC a salué, tout en remerciant la CRF pour son soutien constant : « Les efforts déployés ont porté leurs fruits. Il est essentiel de continuer à se préparer aux urgences pour répondre aux besoins de la population. »

De son côté, Lailati Aboubacari, cheffe de délégation de la CRF, a souligné la richesse de cette collaboration : « La Croix-Rouge Française a toujours été présente aux côtés du gouvernement comorien. Nous continuerons à accompagner techniquement et financièrement le pays, en particulier en période de crise sanitaire. » Elle a toutefois rappelé l'importance de l'écoute mutuelle et de l'évaluation continue : « Il a été essentiel de



s'asseoir pour analyser ce qui a fonctionné et ce qui reste à faire. Même si nous atteignons certaines cibles, il est nécessaire de se demander si nous répondons réellement aux besoins du Croissant-Rouge Comorien. »

En célébrant ce quart de siècle de coopération, les deux institutions ont surtout affiché leur volonté de consolider un partenariat durable.

Mieux se préparer, mieux coordonner, mieux répondre : telles sont les priorités partagées. À l'heure où les défis humanitaires ne cessent de croître, cette alliance entre le CRC et la CRF apparaît plus que jamais comme un pilier essentiel de la résilience comorienne.

Mohamed Ali Nasra

COOPÉRATION :

Riquier à Beit-Salam, le comité Maore tire à boulets rouges

Le contexte est assez tendu sur le plan diplomatique, que la récente audience accordée à l'ambassadeur de France à Moroni par le président Azali n'a pas manqué de faire réagir la classe politique. Très prudente jusque-là, à émettre des critiques ouvertes à l'image de toute la classe politique, l'opposition comorienne est sortie ces derniers jours de son hibernation et demande à la France de cesser ses visées hégémoniques et expansionnistes.



Après la conférence de presse qui a réuni certaines partis politiques de l'opposition et des membres de la société civile pour défendre une position commune et claire contre le projet d'installation d'une base navale à Mayotte, le Comité Maore a sorti un communiqué peu de temps après que l'ambassadeur de France à Moroni ait été reçu par le chef de l'Etat au palais de Beit-Salam. Dans sa déclaration, l'organisation revendiquant le retour de Mayotte dans son giron naturel s'offusque du silence

du président Azali qui n'a pas pipé mot après avoir reçu le diplomate français. « Nous aurions souhaité entendre notre président protester fermement contre le projet de construction d'une base militaire navale sur une partie de notre territoire. » Les critiques du Comité Maore ne s'arrêtent pas là. Elles portent aussi sur le silence de Beit-Salam sur les tentatives françaises de faire reconnaître Mayotte en tant que membre à part entière de la COI : « Nous aurions souhaité entendre notre président rappeler que la COI est une

organisation intergouvernementale régionale fondée en 1984, regroupant les Etats insulaires du Sud-Ouest de l'Océan Indien et que Mayotte n'a aucunement un statut d'Etat. »

En réalité ce communiqué vise au fond à mettre la pression sur le gouvernement comorien et le président Azali en particulier à quelques semaines du sommet des chefs d'Etat de la COI à Antananarivo. Sauf acte de haute trahison, il est pratiquement impossible de voir Mayotte devenir membre sans le

consentement des Comores, si on se réfère à l'article 13 de l'accord de Victoria du 10 janvier 1984. « La Commission examinera toute demande d'adhésion faite sur tout Etat ou entité de la Région et statuera à l'unanimité de ses membres » qui instituent la COI. Cette disposition a été renforcée dans le protocole d'adhésion de la République Française en 1985. Cette dernière avait en effet demandé à adhérer à l'Accord « En raison de sa volonté de voir son département et sa région de La Réunion participer pleinement à la coopération régionale au bénéfice de l'ensemble de la région », lit-on dans le préambule du protocole d'adhésion de la République française du 10 janvier 1986.

Et l'article 1er de ce protocole d'adhésion de préciser les modalités et les conditions d'adhésion de la France. « La République française devient membre de la Commission de l'océan indien et partie à l'accord instituant cette commission pour permettre à son département et sa région de La Réunion de partici-

per à la coopération régionale réalisée au sein de la Commission de l'océan indien. »

Lors de l'accord portant révision de l'Accord général de coopération de mars 2020, les cinq Etats membres s'étaient mis d'accord de garder les grandes lignes notamment sur le processus d'adhésion qui acquiert toujours l'unanimité de ses membres « La COI se prononce à l'unanimité de ses Etats membres », comme stipulé à l'article 5. Et l'article 17 de préciser : « Les dispositions des protocoles d'adhésion de la République fédérale islamique des Comores et de la République française du 10 janvier 1986 demeurent en vigueur entre les Etats Parties. » Sauf coup de tonnerre de dernière minute le sommet d'Antananarivo servira beaucoup plus à entretenir la fameuse « guerre de la salive » de feu président Abdallah, qu'à opérer un revirement diplomatique lourd de conséquences.

Imtiyaz

CONFÉRENCE À L'UNIVERSITÉ :

Les étudiants impliqués dans la réflexion sur les 50 ans d'indépendance

L'université des Comores a organisé le 7 avril dernier une conférence débat entre autorités et étudiants, dans l'objectif d'adopter une stratégie permettant à l'université d'accomplir ses missions dans le temps et dans l'espace. Une action visant à redynamiser l'université sur le plan académique dans le cadre des célébrations des 50 ans d'indépendance des Comores.

Le pays s'apprête à célébrer ses 50 ans d'indépendance. Un événement d'une

ampleur particulière notamment sur le plan des relations extérieures. C'est dans ce contexte que l'université des Comores avec l'appui des partenaires au développement, s'engage à une série de conférences pour approfondir la réflexion sur les enjeux économiques, diplomatiques et académiques du pays après un demi-siècle d'indépendance. Ainsi, l'Université dans sa politique réformatrice a organisé une conférence le 7 avril dernier dans le but de promouvoir les activités universitaires en fonction de son temps et son espace par le biais des relations

internationales.

La séance d'échanges entre enseignants, étudiants et autorités sous le thème de l'évolution des relations internationales dont le principe est de distinguer la place du pays dans cette diplomatie « C'est un moment crucial qui marque une étape importante pour le développement du pays. Notre objectif est d'adopter une stratégie capable d'apporter des réponses efficaces dans cette diplomatie. Il s'agit d'une conférence inaugurale qui s'inscrit dans le cadre de la célébration des 50 ans

d'Indépendance », a déclaré Salim Ahamada secrétaire général de l'Université.

Lors de cette séance d'échanges animée par Saïd AHAMADA, directeur général de l'agence de l'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM), et ancien député à l'Assemblée nationale française a développé le thème économique mettant en exergue le potentiel spécifique de chaque île de l'archipel. « Les Comores constituent un archipel dont chaque île a son dynamisme et sa richesse. Cela a un avantage majeur sur l'économie et le

développement du pays. Il suffit de mutualiser les efforts pour des meilleures perspectives d'avenir ». Dans ce sens, l'université peut jouer un rôle très important en favorisant des formations permettant aux étudiants d'envisager leur parcours professionnel en fonction des ressources du pays. Les conférenciers ont souligné l'importance de s'adapter aux nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle.

Kamal Gamal

BANQUE CENTRALE DES COMORES

La BCC lance des paiements modernisés en juin

Le gouverneur de la banque centrale (BCC) Younoussa Ben Iman a convié la presse le 10 avril dernier pour se réjouir des avancées majeures de sa politique d'éducation financière. Il s'est focalisé sur trois aspects essentiels, à savoir des outils de paiement modernisés, une gouvernance renforcée et des avantages d'investissement pour le secteur privé.

Depuis des années, la banque centrale des Comores (BCC) s'est engagée dans des travaux visant à améliorer sa gouvernance en matière de stabilité monétaire et inclusion financière. Le temps passe mais cette institution ban-

caire poursuit sa politique d'éducation financière pour favoriser l'intégration d'une large frange de la population dans le système bancaire. Une politique appelée « inclusion financière ». Lors d'une conférence de presse organisée en fin de semaine dernière, le gouverneur de la banque centrale des Comores (BCC) s'est réjoui de « la modernisation des statuts de la BCC qui marque un tournant historique. Les membres de la banque centrale représentant l'Etat comorien deviennent majoritaires au sein du conseil d'administration (CA). Cette réforme confère à la banque une grande autonomie tout en préservant leurs bénéfices de la coopération monétaire

avec la France ». Selon le conférencier, cette étape va jouer un rôle crucial dans la stabilité financière et la consolidation de la monnaie comorienne dont la parité avec l'Euro est garantie par la Banque de France.

Cette conférence a été aussi une opportunité pour le gouverneur de présenter des avancées majeures sur la modernisation du système de paiement. « En occurrence, le système de transfert d'argent est automatisé. Fini les retards liés au dépôt des chèques. Le système de virement est maintenant plus rapide entre banques. De plus, le Switch national est en cours de finalisation et va offrir aux clients des possibilités d'utiliser leur carte

sur tout le territoire et dans n'importe quel guichet automatique, quelle que soit leur banque », a déclaré M. Ben Iman. Et cette facilité des transactions sera opérationnelle dès juin prochain. Cette nouvelle procédure sera suivie de la création d'une carte bancaire nationale accessible dans tous les guichets automatiques (GAB).

Cette rencontre de la presse avec les autorités de la banque centrale est clôturée par l'annonce de l'entrée en vigueur en juin prochain du crédit-bail : « Il s'agit d'un crédit qui sera accordé aux usagers des banques sans garantie. Ce genre de crédit va permettre à la population de bénéficier d'un crédit pour finan-

cer leur projet sans la moindre garantie. Il existe à part le crédit-bail, la SOGAK qui sera bientôt opérationnelle. Une société de garantie comorienne qui garantira les prêts bancaires pour les porteurs de projets ». Mais ces facilités ne seront bénéfiques à la population que lorsqu'elles seront intégrées dans le système bancaire. La banque des banques a rappelé sa vision de l'inclusion financière et du développement du secteur bancaire à travers la mise en place d'une stratégie nationale pour une bancarisation accessible à tous à moyen et long terme.

Kamal Gamal

GESTION DES DÉCHETS PLASTIQUES À MOHÉLI :

Après l'échec, un nouveau projet national en préparation

En 2021, un projet de gestion des déchets plastiques et des cannettes avait été lancé en grande pompe à Mohéli, sous le haut patronage du président Azali Assoumani. Prévu pour durer deux ans, ce programme visait à collecter et transformer les déchets plastiques sur l'île. Une unité de traitement avait même été installée à Fomboni. Pourtant, malgré les cérémonies et les annonces officielles, aucune bouteille ni canette n'a été transformée à ce jour. Quatre ans plus tard, un nouveau programme national, baptisé Island Plas, est annoncé pour l'année prochaine.

Selon Anicha Aboubacar, cheffe du projet Island Plas Comores, il est temps pour les Comoriens de repenser leur rapport aux déchets plastiques. Ceux-ci menacent gravement l'écosystème marin et la santé publique. Les plastiques non recyclables devront être remplacés, tandis que les autres seront valorisés par la transformation et le recyclage. Lancé en 2024

pour une durée de trois ans, Island Plas est une initiative régionale visant à réduire la pollution plastique dans sept îles africaines, dont les Comores. Le projet est coordonné par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et financé par la Fondation Coca-Cola à hauteur de 10 millions de dollars.

Le précédent projet de Mohéli



avait pourtant suscité l'espoir. Des réunions de sensibilisation avaient été organisées, des études sur les flux de déchets menées, et un mécanisme financier innovant avait été proposés dans le cadre du program-

me Ocean Innovation Challenge, avec le soutien du PNUD. Deux journées de réflexion s'étaient tenues en novembre 2022, en présence d'un expert tunisien, pour finaliser ce mécanisme, qui n'a

finalément jamais vu le jour. Des centres de récupération et de rachat avaient été mis en place à Nioumachoi, Djando et Fomboni, et une machine de compactage avait même été inaugurée dans les locaux de la CRDE de Fomboni, sans jamais être mise en service.

La grande question que tout le monde se pose aujourd'hui est de savoir si les dysfonctionnements du projet précédent ont été analysés et pris en compte, afin de garantir le succès d'Island Plas. Les Comoriens attendent des actes concrets et durables, au-delà des effets d'annonce.

Riwad

ENTP ET CENTRE UNIVERSITAIRE DE PATSY :

Coup d'envoi des travaux d'extension

Après la signature des contrats, les travaux démarrent. Le ministère de l'éducation a entrepris la semaine dernière avec l'appui de l'AFD à travers le projet PRPFI, les travaux d'extension et réhabilitation du centre universitaire de Patsy et de l'école technique nationale et professionnelle

(ENTP). La livraison prévue l'année prochaine va améliorer l'état des établissements pour mieux répondre aux exigences pédagogiques.

La semaine dernière, soit du 10 au 11 avril, ont démarré deux chantiers scolaire et

universitaire à Anjouan. Portés par le ministère de l'éducation nationale, avec l'appui de l'AFD via le programme PROFI, ces chantiers concernent l'école nationale technique et professionnelle (ENTP) et le centre universitaire de Patsy à Anjouan. La signature du contrat d'un montant de 973 479 881 KMF pour l'ENTP, entre Bacar Mvoulana, ministre de l'éducation nationale, et le groupement d'entreprises EGT / BEDC ATP de Mme Faharate Mahamoud (cheffe de file), attributaire de Marché. Les travaux ont débuté le 10 avril 2025 pour une durée de 15 mois. Le projet prévoit 15 bâtiments à réhabiliter et un bâtiment neuf R+1, offrant ainsi une capacité supplémentaire de 560 places. La livraison des bâtiments est prévue « au 2^e semestre 2026.

« La conception et révision des

contenus de formations et le renforcement des formateurs vont améliorer : le fonctionnement et l'état de l'établissement pour mieux répondre aux exigences pédagogiques relatives à la professionnalisation ; les conditions de vie des élèves et enseignants avec un environnement scolaire mieux adapté aux apprentissages ; la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée répondant aux besoins locaux pour le développement économique du pays dans les secteurs de la technologie industrielle, de la réparation automobile ... » lit-on dans un communiqué remis à la presse.

Quant au centre universitaire de Patsy, il est indiqué que « la signature du contrat d'un montant de 450 790 910 KMF a été conclue le 13 février dernier entre Bacar Mvoulana, ministre de l'éducation, et le groupement NK-Construction /

Baraka-Construction de M. Nardassi Houmadi, attributaire de Marché ». Les travaux ont démarré le 11 avril 2025 pour une durée de 10 mois. Ils incluent « deux bâtiments neufs de R+1 », représentant « une capacité d'accueil supplémentaire de plus de 250 places ». La livraison est prévue au 1^{er} semestre 2026. Les aménagements auront pour effet d'améliorer « le fonctionnement et l'état de l'établissement pour mieux répondre aux exigences pédagogiques relatives à la professionnalisation ; l'environnement éducatif et offrir davantage de ressources et d'opportunités pour les étudiants et la communauté dans son ensemble ». Ces travaux témoignent d'une volonté du gouvernement de développer les infrastructures éducatives dans le pays.

Mohamed Ali Nasra



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

**PROJET NATIONAL DE RÉSILIENCE DU SECTEUR DE L'EAU
(P504691 – PNRSE)**

Date de l'avis : 07 Avril 2024

1. Présentation du projet

Le Projet National de Résilience du Secteur de l'Eau (PNRSE) est une initiative du Gouvernement des Comores avec le financement de la Banque Mondiale visant à améliorer l'accès à l'eau et à la maintenance des services de base d'approvisionnement en eau à Grand Moroni et renforcer la gouvernance du secteur.

Les principales composantes du Projet, qui correspondent à un investissement de **15 millions de dollars US** sont les suivantes :

• **Composante 1.** Infrastructures résilientes pour l'eau potable à Grand Moroni. Dans un effort de « reconstruire en mieux », le projet soutiendra des infrastructures résilientes aux risques naturels et au changement climatique.

- **Composante 2.** Renforcement de la gouvernance des capacités et des stratégies sectorielles. Pour améliorer la gouvernance du secteur ainsi que la performance opérationnelle et financière de la SONE-DE, cette composante soutiendra les priorités de réforme du secteur à court terme et fournira une assistance technique aux institutions principales du secteur.

- **Composante 3. Gestion de projet.** Dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans et selon les directives de la Banque Mondiale, une Unité de Gestion de ce Projet (UGP) sera mise en place au sein du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures (MEEH). Cette composante financera le recrutement des experts pour l'UGP ainsi que les frais de gestion du projet

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, le Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures souhaite mettre en place l'Unité de Gestion du Projet (UGP) en utilisant une partie de ce financement pour recruter un(e) Expert(e) Environnementaliste (EEV

2. Rôle et responsabilités

Le/la Spécialiste en gestion de risques environnementaux a pour mission principale d'assurer l'identification la présentation et l'analyse des risques environnementaux. Il doit définir le projet et les zones concernées, la vue des parties prenantes. Il doit déterminer les effets environnementaux et gérer les attentes aux niveaux locaux (valeurs environnementaux, nature, gravité, préjudice, perte, dommage).

3. Profil requis :

a. Compétence technique, Qualifications et expériences professionnelles :

* Niveau d'étude : L'expert environnementaliste doit avoir au moins un BAC+4 dans le domaine des Sciences Environnementales ou en Géographie, en Agronomie/Forestier ou diplôme équivalent.

* Expérience professionnelle : avoir au moins cinq (05) ans d'expériences professionnelles dans la mise en place des évaluations environnementales des projets et la conduite des audits environnementaux ; Avoir au moins trois (03) ans d'expériences professionnelles dans un projet similaire ou dans le domaine de l'évaluation et de l'étude d'impact environnemental et social ;

* Aptitudes : Bonnes connaissances des politiques de sauvegardes environnementales de la Banque mondiale et des Directives environnementales, sanitaires et sécurité (ESS) ainsi qu'une maîtrise de la législation environnementale de l'Union des Comores. Bonnes capacités rédactionnelles, Bonne maîtrise de la langue française (oral et

écrit) et des outils informatique (en particulier MS Word, * Excel et Power Point).

b. Personnalité :

Ordonné, méthodique et rigoureux, Honnêteté et intégrité, dispose une capacité d'initiative, de jugement et de négociation ; Sens aigu de l'organisation, communication, analyse, observation et discrétion ; Aptitude à travailler en équipe et sous pressions ; Aptitude à se déplacer fréquemment sur terrain

4. Durée de la mission

Le/la SS sera recruté pour une période probatoire de 6 mois, contrat de 1 an renouvelable après évaluation satisfaisante. Sa performance sera évaluée par la Coordinatrice et les résultats de l'évaluation seront partagés à la Banque Mondiale.

5. Constitution et dépôt des dossiers de candidature

Les candidats intéressés devront transmettre un dossier de candidature en langue française et comprenant :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnatrice du Projet National de Résilience du Secteur de l'Eau (PNRSE)
- Un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications, expériences et aptitudes pertinentes pour le poste,
- Une copie du diplôme certifié ; (l'original du diplôme devra être présenté lors de l'entretien) ;
- Une copie des attestations ou certificats de travail ;
- Un casier judiciaire de moins de trois mois ;
- Une copie de la carte nationale ;

L'Unité de Gestion du PNRSE, invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les candidats présélectionnés seront invités à passer à un entretien.

6. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique.

7. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Sixième version Février-2025 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) »).

8. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : **de 08 heures à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores).**

9. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard **le lundi 28 Avril 2025 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores)** ; adressé à Madame la Coordonnatrice du Projet PNRSE « *Manifestation d'intérêt N°2025/02/PNRSE/SE* »

Projet National de Résilience du Secteur de l'Eau (PNRSE) Moroni
Coulée – Croissant rouge, Bat DGEME - Tél : +269-324 07 80- Email :
rpm.pnrsecomoros@gmail.com copie à
[:coordinatrice.pnrse@gmail.com](mailto:coordinatrice.pnrse@gmail.com)

CÆLACANTHES :

Garder les pieds sur terre, ne pas brûler les étapes

Le regroupement du mois de mars des Cœlacanthes, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026, a suscité de nombreuses réactions, parfois démesurées, de la part de certains observateurs. Entre la défaite face au Mali et la victoire contre le Tchad, les critiques n'ont pas tardé à pleuvoir, pointant du doigt le sélectionneur comme s'il s'agissait d'un échec cuisant. Pourtant, il convient de rappeler que l'objectif initial assigné à l'encadrement technique n'était pas une qualification immédiate pour la Coupe du Monde, mais bien une reconstruction d'une équipe fragilisée.

En effet, après l'élimination pour la CAN 2023 et la fronde de plusieurs cadres de l'équipe nationale en octobre 2023, le sélectionneur a hérité d'une mission complexe à savoir rebâtir un collectif solide et cohérent. Et à ce titre, les résultats obtenus parlent d'eux-mêmes. Les Comores ont brillamment validé leur qualification pour la CAN 2025 en terminant en tête de leur groupe devant la Tunisie, ancienne championne d'Afrique. Une performance historique qui doit être saluée sans pour

autant faire naître des ambitions prématurées.

Il est important de ne pas tomber dans le piège de l'euphorie, à l'image de ce qu'a vécu la sélection malgache après son exploit à la CAN 2019. Être lucide, c'est comprendre que chaque succès est une étape, non une finalité. La qualification pour une Coupe du Monde ne dépend pas uniquement du niveau de jeu sur le terrain. Elle requiert un ensemble de paramètres, parfois extérieurs au football pur : expérience, gestion de la pression, constance dans les résultats, et parfois même des éléments moins maîtrisables. L'exemple du Ghana, actuellement bien placé dans le groupe malgré une élimination à la CAN, montre que les dynamiques peuvent varier rapidement. Le football n'est pas une science exacte. Les supporters et les médias doivent donc accompagner leur équipe avec lucidité, en respectant le temps de maturation d'un projet sportif ambitieux.

Plutôt que de se rêver déjà à la Coupe du Monde, les Cœlacanthes gagneraient à consolider leur identité de jeu, à préserver l'unité du groupe, et à travailler avec humilité. Car c'est bien en gardant les pieds sur terre que l'on gravit les som-



ets, pas en se croyant déjà arrivé et ça, ça n'arrivera qu'avec l'implication de tout le monde (médias, supporters, fédération, gouvernement) dans l'esprit de créer une équipe qui va durer dans le temps.

Nous serons tous mieux inspirés de méditer sur les propos de l'ancien sélectionneur des Pays-Bas, Leo Bennhakker qui disait. « Le monde du football est structuré de telle façon que le succès a toujours beau-

coup de pères et l'échec n'en a qu'un seul : l'entraîneur » et éviter de jeter la pierre sur ceux qui essaient de construire quelque chose.

Imtiyaz



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS DE DEMANDE DE COTATION OUVERTE

Réf. N° : 2025/008BIS/MAPA/FSRP/DC

RELANCE DU MARCHÉ D'ACQUISITION, LIVRAISON ET INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS DU LABORATOIRE POUR L'UNIVERSITÉ DES COMORES, DESTINÉS A LA LICENCE EN PRODUCTION ANIMALE POUR LE COMPTE DU fsrp-KM

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP-KM) et à l'intention d'utiliser une partie de ce Don pour effectuer des paiements au titre du Marché « acquisition, livraison et installation des équipements du Laboratoire pour l'Université des Comores, destinés à la licence en Production Animale, pour le compte du FSRP-KM » :

2. Le FSRP sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises : « le soumissionnaire doit démontrer qu'il a réalisé au moins un marché de nature similaire d'acquisition et livraison des équipements du Laboratoire au cours de 10 dernières années avec satisfaction du Client ; joindre un contrat et attestation de bonne exécution ou document équivalent comme preuve à l'appui. »

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à une demande de cotation ouverte (DC) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs

dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018 et septembre 2023.) ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat du projet FSRP-KM situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat ; email : projetfsrp@gmail.com et prendre connaissance du dossier de demande de cotation ouvert à l'adresse mentionnée ci-dessous : du lundi au vendredi à partir de 8H 00min à 15h 30, et du samedi : 8H 00min à 12H 30min.

Le Dossier de demande de cotation en version française peut être retiré au secrétariat du FSRP à tout Soumissionnaire intéressé à l'adresse ci-dessous. La demande de cotation sera retirée par voie électronique ou au secrétariat du FSRP-KM.

5. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **18 Avril 2025 à 14H 00min**. La

soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes dans la **salle de conférence du FSRP à l'adresse ci-dessous, le 18 Avril 2025 à 14H 00min**.

6. Le candidat qui souhaite soumissionner doit présenter une garantie de soumission d'un montant de **cent mille (100 000 KMF)**. La garantie doit être présentée sous la forme d'une garantie bancaire ou un chèque certifié.

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :

Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat

BP :41-Moroni

A Mdé ex-Cefader -maison des épices.

Au secrétariat du Projet (FSRP-KM) / Email : projetfsrp@gmail.com

Lancé, le 04 Avril 2025

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET NATIONAL DE RESILIENCE DU SECTEUR DE L'EAU
(P504691 – PNRSE)

Date de l'avis : 07 Avril 2024

1. Présentation du projet

Le Projet National de Résilience du Secteur de l'Eau (PNRSE) est une initiative du Gouvernement des Comores avec le financement de la Banque Mondiale visant à améliorer l'accès à l'eau et à la maintenance des services de base d'approvisionnement en eau à Grand Moroni et renforcer la gouvernance du secteur.

Les principales composantes du Projet, qui correspondent à un investissement de **15 millions de dollars US** sont les suivantes :

● **Composante 1. Infrastructures résilientes pour l'eau potable à Grand Moroni.** Dans un effort de « reconstruire en mieux », le projet soutiendra des infrastructures résilientes aux risques naturels et au changement climatique.

● **Composante 2. Renforcement de la gouvernance des capacités et des stratégies sectorielles.** Pour améliorer la gouvernance du secteur ainsi que la performance opérationnelle et financière de la SONEDE, cette composante soutiendra les priorités de réforme du secteur à court terme et fournira une assistance technique aux institutions principales du secteur.

● **Composante 3. Gestion de projet.** Dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans et selon les directives de la Banque Mondiale, une Unité de Gestion de ce Projet (UGP) sera mise en place au sein du Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures (MEEH). Cette composante financera le recrutement des experts pour l'UGP ainsi que les frais de gestion du projet.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures souhaite mettre en place l'Unité de Gestion du Projet (UGP) en utilisant une partie de ce financement pour recruter **un(e) Spécialiste social et en engagement des parties prenantes.**

2. Rôle et responsabilités

Le spécialiste social a pour rôle de s'assurer que les aspects sociaux, y compris en matière de de genre, de violence basée sur le genre (VBG), de mobilisation des parties prenantes et d'engagement citoyen, et si besoin d'acquisition de terre, de restrictions à l'utilisation des terres et à la réinstallation involontaire, ainsi que toutes les mesures y afférentes décrites dans le document du projet, dans les instruments de gestion de risques Environnemental et social et dans tout autre document associé au le projet, sont dûment conçus, pris en compte, mis en œuvre, suivis et évalués.

3. Profil requis :

➤ **Compétence technique :**

● **Niveau d'étude :** Le SS du PREM doit avoir au moins un diplôme de Master dans le domaine Social, de genre, d'étude d'impact environnemental et social, ou un autre diplôme pertinent.

● **Expérience professionnelle :** Avoir moins quatre (04) ans d'expériences professionnelles dans la préparation, suivi et/ou évaluation d'études d'impacts sociaux et d'appui aux projets de développement sociaux.

● Avoir préparé et mis en œuvre des instruments de gestion de risques sociaux et environnementaux, tels qu'un Cadre de réinstallation (CR), Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES), Étude d'impact environnemental et social (EIES), Plan de restauration de moyens de subsistance, Plan d'action de réinstallation (PAR), et/ou le Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) ; etc... ;

● Avoir une expérience dans l'intégration de la dimension de la parité hommes-femmes dans des programmes de développement.

● Avoir des expériences probantes dans les domaines de la mobilisation de parties prenantes, d'engagement citoyen, la sensibilisation, l'animation et la formation particulièrement au niveau communautaire ;

● Les points suivants seraient des atouts :

o L'expérience dans le domaine de la violence basée sur le genre (VBG)
o Expériences en matière de réinstallation involontaire selon les standards des bailleurs de fonds comme ceux de la BM sont un atout.

o Avoir une expérience ou une connaissance du Cadre environnemental et social (CES) de la BM

● **Aptitudes :** Bonnes capacités d'analyse et rédactionnelles ; Très Bonne maîtrise de la langue française (oral et écrit) et des outils informatique (en particulier MS Word, Excel et Power Point). La maîtrise du comorien ou de l'Arabe est un atout

➤ **Personnalité :**

4. Durée de la mission

Le/la SS sera recruté pour une période probatoire de 6 mois, contrat de 1 an renouvelable après évaluation satisfaisante. Sa performance sera évaluée par la Coordinatrice et les résultats de l'évaluation seront partagés à la Banque Mondiale.

5. Constitution et dépôt des dossiers de candidature

Les candidats intéressés devront transmettre un dossier de candidature en langue française et comprenant :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnatrice du Projet National de Résilience du Secteur de l'Eau (PNRSE)

- Un curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications, expériences et aptitudes pertinentes pour le poste,

- Une copie du diplôme certifié ; (l'original du diplôme devra être présenté lors de l'entretien) ;

- Une copie des attestations ou certificats de travail ;

- Un casier judiciaire de moins de trois mois ;

- Une copie de la carte nationale ;

L'Unité de Gestion du PNRSE, invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Les candidats présélectionnés seront invités à passer à un entretien.

6. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique.

7. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Sixième version Février-2025 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) »).

8. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de **08 heures à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores).**

9. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard **le lundi 28 Avril 2025 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores)** ; adressé à Madame la Coordonnatrice du Projet PNRSE « **Manifestation d'intérêt N°2025/01/PNRSE/SE** »

Projet National de Résilience du Secteur de l'Eau (PNRSE) Moroni
Coulée – Croissant rouge, Bat DGEME - Tél : +269-324 07 80-
Email : rpm.pnrsecomoros@gmail.com copie à
coordinatrice.pnrse@gmail.com

JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE :

Le CLAC de Nioumachoi en campagne de sensibilisation

À l'occasion de la journée mondiale du livre et du droit d'auteur, célébrée le 23 avril 2025, le centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC) de Nioumachoi a lancé une campagne de sensibilisation à la lecture publique dans les établissements scolaires de sa localité, ainsi que dans les espaces publics. Cette initiative s'inscrit sous deux thématiques principales, « Classe en BD » et « la lecture, un rendez-vous avec les publics ».



L'objectif de cette campagne est de sensibiliser la population à l'importance de la lecture, tout en incitant les élèves à découvrir le plaisir de lire. En mettant en avant la bande dessinée comme support pédagogique, le CLAC souhaite éveiller l'intérêt des plus jeunes et intégrer davantage cet outil dans le parcours scolaire. En effet, la bande dessinée joue un rôle fondamental en tant que médiateur artistique et culturel. Elle constitue un support pédagogique à part entière, capable d'accompagner les enseignants dans l'éveil littéraire des élèves et dans le développement d'une première culture de la lecture.

Le vendredi 12 avril 2025, des élèves de niveau CM ont été conviés au CLAC dans le cadre de l'atelier « Classe en BD ». Pendant une heure et demie, les enfants ont pu découvrir 21 bandes dessinées de Tintin et 9 de Lucky Luke. À l'issue de cette séance, chaque participant a été invité à réaliser un modèle de bande dessinée inspiré de sa lecture. Eveline Yaseb, élève en CM2 à l'école primaire de Nioumachoi, ayant lu une BD de Lucky Luke, a exprimé son enthousiasme : « J'ai beaucoup aimé cette animation. J'ai appris plein de choses ! »

Pour Ben Ymam Bacar le coordonnateur du sous réseau CLAC de Mohéli, il est crucial de maintenir le lien avec les livres dans un monde où les écrans monopolisent l'attention des enfants. Il partage deux recommandations simples à l'attention des familles. D'abord instaurer un rendez-vous régulier avec les livres : proposer une variété d'ouvrages et laisser l'enfant choisir

développe son esprit critique tout en respectant ses goûts personnels. Et puis continuer la lecture partagée même lorsque l'enfant sait lire seul : lire ensemble renforce les liens familiaux, stimule la créativité et crée un univers d'imagination partagé. À travers cette campagne, le CLAC de Nioumachoi réaffirme son engagement en faveur de la lecture comme vecteur d'épanouissement, de culture et de plaisir dès le plus jeune âge.

Riwad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Saïd Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssef
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Saïd Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



AVIS DE RECRUTEMENT D'UN(E) ASSISTANTE ADMINISTRATIVE (VE) DU PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES
PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)

N° de don : IDA-191-KM

N° de référence : 2025-036-ADJOINT-ADM-UGP-PRRC

Date de l'Avis : 07 avril 2025

Date limite de cet avis : Jeudi 24 avril 2025 à 14H00 (heure locale de Moroni)

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale, pour couvrir les coûts des activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce Don (Don N°E191-KM), pour effectuer les paiements au titre du contrat des services d'un(e)Assistant(e)Administratif(ve) du PRRC.

2. Missions de l'assistant(e) Administratif(ve) :

La mission principale de l'Assistant(e)Administratif(ve) sera d'assurer un appui transversal à la mise en œuvre du projet. Il (elle) aura spécialement :

- Assister le coordonnateur du projet dans les tâches administratives et de logistique du projet ;
- Assister l'organisation des réunions internes et les autres événements (ateliers, formations, réunions etc.)
- Appuyer le rapportage des réunions de la coordination du projet ;
- Gérer la documentation de la coordination du projet ;
- Contribuer à l'archivage électronique des documents de la coordination ;
- Contribuer à l'archivage du courrier ;
- Archiver les dossiers administratifs et/ou financiers de la coordination ;

-Porter une assistance administrative à l'équipe du Projet, lors des missions et ateliers et plus particulièrement, lors des missions avec la Banque Mondiale ;

-Assurer la coordination administrative et logistique des matériels et des équipements de la coordination en collaboration avec le Comptable et le RAF ;Assurer toutes autres fonctions qui lui seront confiées dans le cadre du projet tel que décrit dans les termes de référence et les documents du Projet.

3. Qualifications et expériences :

* Diplôme :

* Avoir un diplôme universitaire, minimum (Bac+2), en Gestion administrative et financière ou domaines assimilées ;Expériences professionnelles

- ~Capitaliser des expériences professionnelles d'au moins quatre (04) ans dans un poste similaire ;
- ~Avoir une excellente capacité organisationnelle, de bonne relation intérieure et extérieure ;
- ~Avoir une bonne capacité rédactionnelle ;
- ~Maîtriser parfaitement la langue française (écrit, oral) et des outils informatiques principalement le pack office (Word, Excel, Powerpoint) ;
- ~La connaissance de l'Anglais est un atout

Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Cinquième version Septembre-2023 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des

informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-après et aux heures suivantes : de 08 heures à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au jeudi et vendredi de 08 heures à 14 heures (heure locale de Moroni).

L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats (es) qualifié(e)s à déposer leur candidature à l'adresse indiquée ci-dessous ou par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **jeudi 24 avril 2025 (heure locale de Moroni) à 14h00 heure locale.**

Seuls les candidats (es) présélectionné(e)s seront invité(e)s à passer un entretien.

4.Dossier de candidature.

- Le dossier de candidature comprendra :
- ~Une lettre de motivation ;
 - ~Un curriculum vitae ;
 - ~Les copies des diplômes certifiés ;
 - ~Les attestations et/ou autres documents pertinents pour le profil et de l'expérience du candidat ;
 - ~Copie de la carte nationale d'identité valide ;
 - ~Casier judiciaire de moins de trois mois.

À l'attention de : Monsieur SAMIL CHAKIRA
Coordonnateur National
Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)
Email : rcrpcomores@gmail.com ;
samil.chakira@outlook.com
Téléphone : +269 733 26 09

Enceinte de l'Union des Mecks Moroni, quartier Ambassadeur, entrée route de la corniche Bat face au porta



SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET POUR RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN PLAN DE GESTION D'URGENCES COMMUNAUTAIRES

SELECTION DE CONSULTANT PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES
PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)
N° de don : IDA-191-KM
N° de référence : 2025-032-PGUC-UGP-PRRC
 Date de l'Avis : Jeudi 27 Mars 2025

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale, pour couvrir les coûts des activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce Don (Don N°E191-KM), pour effectuer les paiements au titre du contrat des services d'un consultant pour le développement d'un plan de gestion d'urgences communautaires dans le cadre de la mise en œuvre du projet PRRC.

2. La mission a pour objectif :

Objectif de la mission :

La mission consiste à recruter un consultant expérimenté pour la conception et la mise en place d'un plan d'urgence communautaire adapté aux spécificités locales. Le consultant aura pour tâche principale de mobiliser les communautés pour élaborer un plan qui répond à leurs besoins, tout en renforçant leurs capacités à anticiper et à faire face aux risques climatiques

Objectifs spécifiques :

- Définir une mode de gestion des risques. Ceci inclut l'identification, l'évaluation, la priorisation, et la cartographie des risques naturels spécifiques à chaque localité.
- Proposer des mesures concrètes de prévention et d'adaptation aux risques identifiés et hiérarchisés par chaque localité.
- Développer des mécanismes d'alerte précoce et des plans d'évacuation incluant les itinéraires et les abris.
- Renforcer la résilience des infrastructures critiques locales.
- Garantir une approche participative pour une appropriation durable par les communautés.

3. Les Services de Consultants (« les services ») comprennent les phases suivantes :

Le consultant devra couvrir les phases ci-dessous avec une approche rigoureuse et orientée vers les résultats :

Phase 1 : Méthodologie de travail détaillée et plan de mise en œuvre

Phase 3 : Résultats des ateliers participatifs

Phase 4 : Plan d'urgence communautaire complet

Phase 5 : Supports de formation et de sensibilisation

Phase 6 : Rapport final de la mission

4. Dans le cadre de cette mission, le consultant individuel aura à réaliser ses prestations pour une durée estimée à huit mois et demis (8,5 mois) non compris les délais de validation des livrables

Les termes de référence détaillés (TDRs) pour cette mission peuvent être obtenus à l'adresse email indiquée ci-après : rcrpcomores@gmail.com ;

5. Profil du consultant : Le consultant doit répondre aux critères suivants :

Le consultant devra démontrer une expertise confirmée en gestion des risques et en résilience communautaire, avec une solide expérience dans des contextes similaires. Les critères suivants doivent être remplis :

Formation académique

- Diplôme universitaire en gestion des risques, sciences de l'environnement, génie civil, ingénierie,

géographie ou autre discipline pertinente.

- Des formations spécialisées en planification de la gestion des catastrophes ou en réduction des risques de catastrophes (RRC) seraient un atout supplémentaire.

Expérience professionnelle

Avoir au moins 7 ans d'expérience dans la gestion des risques de catastrophes, avec un accent sur la planification des urgences et le renforcement de la résilience communautaire.

Expérience spécifique :

- Avoir élaboré au moins trois (3) plans d'urgence communautaires ou plans similaires, dans des contextes confrontés à des risques naturels récurrents (inondations, cyclones, etc.).

- Avoir mené des projets participatifs impliquant directement les communautés dans des processus de diagnostic des risques et de prise de décision.

- Expérience dans la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de mécanismes de coordination avec les autorités locales.

- Expérience dans la gestion des risques dans des contextes insulaires ou vulnérables aux changements climatiques (par exemple, pays de l'océan Indien, petites îles ou régions côtières).

Projets similaires : Le consultant devra avoir réalisé avec succès au moins deux (02) missions au cours des cinq (05) dernières années, comprenant notamment :

- Conception de plans d'urgence pour des collectivités rurales ou urbaines exposées à des risques naturels.

- Projets de résilience climatique dans des zones soumises aux impacts des changements climatiques, en particulier dans des pays en développement ou en transition.

- Mise en œuvre de projets dans des contextes multiculturels et dans des pays francophones, de préférence dans des zones à risques similaires aux Comores (Afrique de l'Est, océan Indien, etc.).

Le consultant devra fournir des exemples concrets de projets menés au cours des cinq (05) dernières années, mettant en lumière sa capacité à concevoir et mettre en œuvre des plans d'urgence communautaires et des projets de gestion des risques climatiques

Compétences spécifiques

- Capacité à gérer plusieurs intervenants, à planifier des activités et à respecter les délais de livraison dans un contexte multiculturel.

- Expertise dans l'animation d'ateliers participatifs, y compris la gestion de groupes divers (femmes, jeunes, personnes âgées) pour intégrer leurs besoins et leurs perspectives dans les plans d'urgence.

- Excellente capacité à rédiger des rapports techniques et des plans d'action clairs et opérationnels, en français.

- Aptitude à communiquer efficacement avec des parties prenantes variées, y compris les autorités locales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les communautés.

- Maîtrise des outils et méthodes de cartographie des risques et des vulnérabilités, ainsi que de l'élaboration de plans d'urgence basés sur les risques identifiés.

- Bonne compréhension des cadres institutionnels et réglementaires relatifs à la gestion des risques de catastrophes dans des pays en développement.

La connaissance des langues locales serait un avantage supplémentaire pour faciliter les échanges avec les communautés et assurer une meilleure appropriation du projet.

NB : Les qualifications et l'expérience des Consultants devront être prouvées par des pièces justificatives (copies de diplômes et attestations)

Le dossier de manifestation doit être rédigé en Français.

L'UGP se réserve le droit d'annuler la procédure de constitution de liste restreinte et de rejeter tous les dossiers de candidature à tout moment, sans pour autant encourir une responsabilité quelconque vis-à-vis des Consultants postulants. Durant l'évaluation des dossiers, l'UGP se réserve le droit de demander aux Consultants postulants des éclaircissements et des informations complémentaires sur les renseignements fournis dans les dossiers de candidature.

6. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement FPI » de la Banque Mondiale de juillet 2016, révisé en septembre 2023. (« Règlement »), énonçant la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les consultants seront retenus selon la méthode de sélection de consultant individuel-restreint (SCI-R), conformément au Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les jours de travail du lundi au vendredi aux heures de bureau 08h30 à 16h00.

Les manifestations d'intérêt rédigées en français constituées d'un (01) dossier original et deux copies et une version électronique sur Clé USB doivent être déposées sous plis fermés avec la mention :

« **Recrutement d'un consultant individuel pour le Marché de Consultation Référencée 2025-032-PGUC-UGP-PRRC** », avant **14H00 le jeudi 24 avril 2024**. La version électronique est acceptée

Le dossier de manifestation d'Intérêt comprendra :

- Lettre de Motivation : Expliquant la compréhension de la mission et l'approche proposée.

- Curriculum Vitae : Détail complet des qualifications, de l'expérience pertinente avec des références de projets similaires réalisés dans les cinq dernières années.

- Exemples de rapports ou plans d'urgence précédemment élaborés.

- Attestations des clients ou employeurs précédents, confirmant la qualité du travail réalisé et le respect des délais.

- Proposition Technique : Incluant la méthodologie détaillée, le plan de travail et le calendrier des activités.

- Proposition Financière : Détail des coûts associés, exprimés en [monnaie locale KMF ou USD], incluant les honoraires, les frais de déplacement, et autres dépenses.

À l'attention de : M. SAMIL CHAKIRA

Coordonnateur National
 Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)
 Email : rcrpcomores@gmail.com; samil.chakira@outlook.com

Téléphone : +269 733 26 09

Enceinte de l'Union des Meck, quartier ambassadeur, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest BP 12 Moroni – Comores, Ministère de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres (MATUAFTT), Moroni-Union des Comores.